



Les économistes sont unanimes pour dire que le premier moteur de la croissance d'un pays est la consommation interne, c'est-à-dire celle des ménages. Mais avez-vous déjà entendu un expert du Fonds Monétaire International (FMI) évoquer le problème du pouvoir d'achat dans un pays du tiers-monde comme principal frein au développement alors que les populations de ces pays crèvent de faim?

L'équation de la généralisation de la misère, le terme désormais approprié pour Madagascar, est très simple: quand on dévalue la monnaie de 100%, le pouvoir d'achat des 23 millions de Malgaches, est mécaniquement amputé d'au moins 50% en 24 heures car le prix de tous les produits importés, à commencer par l'essence et les produits de première nécessité, est multiplié par 2 dans ce laps de temps. Et ce, que les dirigeants soient corrompus ou non, qu'ils puisent dans les caisses de l'État ou pas, et surtout qu'il y ait une crise politique ou pas.

Si on procède à une autre dévaluation de 100%, le pouvoir d'achat résiduel de 50% se contractera à nouveau mécaniquement de moitié, et il n'en restera plus que 25% :

– Quel ménage, dont on a divisé le pouvoir d'achat par 4, pourrait encore faire face à ses dettes et à ses obligations financières et continuer à payer son logement?

– Qui, dans ces conditions, serait toujours en mesure d’assumer normalement les besoins alimentaires de sa famille ou la scolarisation de ses enfants, et leur assurer les soins médicaux adéquats, ne serait-ce que ceux dits de base, en cas de maladie?

Or depuis l’introduction du système de change flottant et la création du Marché Interbancaire des Devises (MID) en 1994, conditionnalité imposée par le FMI, la réalité a dépassé la fiction car la monnaie Malgache (l’ARIARY), soumise à la loi de l’offre et de la demande, s’est dépréciée de 5.500% entraînant mécaniquement 95% de la population en dessous du seuil de pauvreté, avec la mort au quotidien comme seul horizon.

Soumettre la monnaie d’un pays ayant une balance des paiements structurellement déficitaire à la loi de l’offre et de la demande, monnaie non convertible par ailleurs, relève de l’hérésie intellectuelle et équivaut à le pousser au suicide économique : le résultat pour Madagascar est éloquent. Et les pseudo-ajustements structurels exigés par le FMI n’avaient pas pour objectif de modifier les structures fondamentales de l’économie malgache afin de la rendre excédentaire.

Madagascar est simplement victime d’un processus d’appauvrissement purement mécanique et une dévaluation de 5.500% du dollar mettrait la population américaine dans le même état de misère, dans les mêmes proportions. La corruption de survie, l’insécurité, le fait que l’État n’ait pas les moyens d’investir dans les infrastructures etc. ne sont que les conséquences de cette misère et les détournements de fonds publics et les crises politiques successives ne font que servir de bouc émissaire au FMI.

Il faudrait être aveugle, idiot ou criminel pour ne pas se rendre compte que cette dévaluation programmée de 5.500% de la monnaie malgache qui a généré une inflation importée de plus de 25.000% est la première cause de mortalité dans la Grande Ile. Elle a déjà tué physiquement et directement des dizaines de milliers de Malgaches, telle une arme de destruction massive, sauf qu'elle ne le fait pas de façon spectaculaire et instantanée.

Elle continue à tuer car cette politique absurde planifie encore aujourd'hui la mort certaine tous les ans de dizaines de milliers de Malgaches rendus mécaniquement incapables de se nourrir et de se soigner du jour au lendemain : des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes destinés à alimenter les futures statistiques de mortalité du FMI.

Elle continue à tuer par la hausse continue et prohibitive des prix des denrées alimentaires et du coût des soins, désormais hors de portée de la quasi totalité de la population malgache. Ce qui n'est pas le cas des détournements de fonds publics ou de la corruption des dirigeants qui ne tuent pas directement.

A Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, vous étiez en visite officielle à Madagascar les 10 et 11 mai 2016 et vous allez serrer la main à des dirigeants Malgaches qui ne cachent même plus leurs activités illicites de corruption et de trafic en tout genre. La presse locale s'est faite l'écho de ministres qui auraient payé des milliards pour avoir leurs portefeuilles ministériels.

On ne vous montrera sans doute pas la misère du peuple Malgache mais sachez que ce peuple

qui souffre dans sa chair n'attend pas une langue de bois de la Communauté Internationale.

Vous présidez la première organisation au monde qui a défini et condamné le génocide dans ces termes : le génocide est considéré par le droit international comme un crime, défini et condamné par la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale de l'ONU le 9 décembre 1948.

Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes cités par ladite Convention commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel, dont notamment l'acte de « *soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle* » . Et la Convention de préciser : « *peut être coupable de génocide aussi bien un particulier qu'un État (...)* ».

Le MID et la politique du Gouvernement Malgache soumet l'écrasante majorité de la population à des conditions d'existence la mettant directement sous la menace de la mort : les familles Malgaches ne mangent plus à leur faim, la malnutrition est généralisée et aujourd'hui un Malgache malade est condamné à mort.

A Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, le peuple Malgache vous prie de sortir de votre devoir de réserve. N'apportez aucun soutien aux dirigeants Malgaches corrompus et condamnez cette politique de génocide.

Au FMI, le peuple Malgache vous demande instamment d'exiger du Gouvernement Malgache la suppression du MID et le retour au système de change fixe, qui peut se faire par un simple décret malgache, et d'en faire votre première conditionnalité. Il vous demande d'arrêter tout financement de déficits structurels interdits par vos propres statuts et qui ne servirait à l'État Malgache qu'à racheter sa propre monnaie sur son propre territoire, comme cela a été le cas depuis la mise en place du MID en 1994. Exigez de l'État Malgache le respect de l'orthodoxie financière dans la gestion de ses Devises comme vous le faites si bien pour le Budget de fonctionnement de l'État libellé en monnaie locale car, dans les deux cas, les dépenses doivent être à la mesure des recettes.

A la Communauté Européenne, le peuple Malgache vous demande d'arrêter toute aide et tout financement qui ne viendraient pas directement soulager les souffrances de la population.

A la France, le peuple Malgache ne comprendrait pas que les fastes de la Francophonie se tiennent à Madagascar en donnant lieu à des dépenses indécentes dont une partie sera détournée par les dirigeants alors que les Malgaches meurent de faim et n'ont plus accès aux soins les plus élémentaires.

A la Communauté Internationale, ne soyez plus complice d'un génocide du peuple malgache, ne soyez plus coupable de non-assistance à peuple en danger de mort.

Mai 2016

Jean-Jacques Ratsietison,

Economiste et Président de l'Association FMI Malagasy («*Fahefa-Mividy no Ilain'ny Malagasy*») – Les Malgaches
ont besoin d'un pouvoir d'achat